

Compte-rendu du CTL du 30 mars 2021.

Le 30 mars 2021 s'est tenu en deuxième convocation un comité technique local. Il avait comme unique point à son ordre du jour : la fusion du Centre de Services Partagés et du SFACT puisque lors de la première convocation les organisations syndicales présentes avaient voté contre cette fusion. La direction a également ajouté un point d'information sur l'accueil physique pendant la campagne déclarative.

La fusion du Centre de Services Partagés et du SFACT -bloc 3-

Pour cette deuxième convocation, la direction ne nous a pas apporté d'éléments nouveaux concernant la fusion de ces deux services. Pour elle, tout est sur les « rails » et il ne devrait pas y avoir de problème à la mise en place du nouveau service. **Solidaires Finances Publiques** avait demandé, lors de la première convocation, des éléments concrets concernant la charge de travail actuelle et future des agentes et agents concernés. Bien que consciente de la situation d'écrêtement de certain.es collègues, la direction nous informe seulement de faire en sorte que les « portefeuilles » soient équilibrés. Et d'être attentive aux situations individuelles. **Solidaires Finances Publiques** a de nouveau voté contre cette fusion

Point d'information sur les modalités générales de l'accueil physique dans les SIP pendant la campagne déclarative 2021 :

Avant le CTL du 8 avril dédié au bilan de la campagne IR 2020 et à celle de 2021, la direction a voulu nous informer sur les modalités de l'accueil physique au vu de la crise sanitaire. L'accueil physique ne se fera que le matin de 8h45 à 12h45.

Pour Solidaires Finances Publiques, le changement d'horaires est un problème. En effet, cela fait venir plus tôt les agentes et les agents concernés qui vont donc être encore plus dans des transports en commun bondés. Par ailleurs, de nombreuses et nombreux collègues ont, le matin, des charges familiales et ne peuvent arriver plus tôt. Solidaires Finances Publiques demande à la direction de revoir sa position y compris en saisissant la Direction Générale sur cette question.

Par ailleurs, au vu de la situation sanitaire préoccupante de ces derniers jours, **Solidaires Finances Publiques** demande à la direction si elle a d'ores et déjà prévu un Plan B car il est probable que les annonces gouvernementales de mercredi soient plus restrictives.

Sur ce point, **Solidaires Finances Publiques** demande, après les annonces de mercredi, une réunion d'urgence d'ici la fin de semaine avec la direction. La direction nous indique avoir prévu une telle réunion.

Questions diverses

1 : Le télétravail : Au vu des derniers recensements de la direction, nous constatons une augmentation du nombre de télétravailleurs et télétravailleuses sur Paris, puisque désormais ce sont entre 1000 et 1100 collègues qui télétravaillent et c'est une bonne chose. **Solidaires Finances Publiques réitère sa position en indiquant que le télétravail doit être sur la base du volontariat.** En revanche, nous ne

comprenons pas pourquoi des responsables de service refusent aux collègues le demandant, les 2 jours de télétravail comme l'a indiqué le DRFIP. **La direction nous rappelle le « caractère non obligatoire du télétravail »** mais aussi que le télétravail est possible « si l'activité du service le permet » car nous avons des missions à tenir et que nous ne sommes pas en Plan de Continuité d'activité (PCA). **Pour Solidaires Finances Publiques, au vu de la situation sanitaire catastrophique dans notre région, les 2 jours de télétravail doivent être accordés sans se cacher derrière la continuité de nos missions !** Nous ne demanderons jamais la fermeture de nos services car plus que jamais les agentes et les agents sont utiles à l'ensemble de la population, mais nous devons rester vigilantes et permettre au plus grand nombre d'être à minima à 2 jours de télétravail afin que la santé des collègues soit protégée.

2: Point d'information sur le Groupe de soutien aux entreprises : D'ores et déjà 15 collègues contractuels sont en poste. 7 autres arrivent le 1^{er} avril avec une formation de deux jours. Selon la direction, grâce au GSE la charge de travail dans les SIE est moindre. Le GSE à ce jour a traité 900 messages (Balf et E-contact), 110 demandes de levées de filtres ont été effectuées et 30 sont en attente.

3: Centralisation des Quitus : Lors du CTL du 19 mars (1^{ère} convocation), Solidaires Finances Publiques avait alerté la direction, sur la surcharge de travail et les conditions de travail de la collègue contractuelle. Après avoir discuté avec le chef de service, la direction nous indique que le service fonctionne et que le stock est maîtrisé et qu'elle est attentive à cette mission. Nous lui demandons d'être particulièrement attentive sur les conditions de travail de la collègue.

